

Siège
BOULEVARD DE L'HOTEL DE VILLE – 93600 AULNAY-SOUS-BOIS
(Seine Saint-Denis)

Nombre de membres en exercice : 80

DECISION DU PRESIDENT

DU 19 JUILLET 2024

Le Président certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire du présent acte
Conformément à l'article L2131-1 du CGCT

L'AN DEUX MILLE VINGT-QUATRE, LE DIX-NEUF JUILLET,
L'ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL PARIS TERRES D'ENVOL
A AULNAY-SOUS-BOIS, BOULEVARD DE L'HOTEL DE VILLE

N°29 – DROIT DE PREEMPTION URBAIN – DELEGATION A LA COMMUNE DU BLANC-MESNIL DE L'EXERCICE DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN POUR LE BIEN SIS 104 ET 108 AVENUE DU 8 MAI 1945 AU BLANC-MESNIL CADASTRE SECTION BH N°497 ET BH N°498

Le Président,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5211-9 alinéa 7,
Vu le code de l'urbanisme et notamment l'article L.213-3,
Vu l'article L. 5211-10 du code général des collectivités territoriales permettant à l'assemblée délibérante de déléguer une partie de ses attributions au Président,
Vu la délibération du conseil municipal du Blanc-Mesnil en date du 20 mai 2016 instituant le droit de préemption urbain renforcé (DPUR),
Vu la délibération n°49 du conseil de territoire en date du 11 juillet 2020 portant délégation au Président de l'exercice des droits de préemption et du droit de priorité pour la durée de son mandat et délégation au Président de la possibilité de déléguer l'exercice de ces droits pour la durée de son mandat au sein des secteurs d'intérêt territorial et des secteurs d'intervention foncière de l'EPFIF,
Vu la délibération n°53 du conseil de territoire en date du 11 juillet 2020 portant délégation à la commune du Blanc-Mesnil de l'exercice du droit de préemption urbain et du droit de priorité dans les secteurs d'intérêt communal,
Vu la délibération n°2020-10-03 du 1^{er} octobre 2020 du conseil municipal de la commune du Blanc-Mesnil acceptant cette délégation,
Vu la délibération n°07 du conseil de territoire de l'EPT Paris Terres d'Envol du 1^{er} mars 2021 relative à la prise en considération du projet d'aménagement du secteur de la Morée et l'instauration d'un périmètre de sursis à statuer,
Vu la délibération n°159 du conseil de territoire du 18 décembre 2023 portant délégation à la commune du Blanc-Mesnil de l'exercice du droit de préemption urbain et du droit de priorité dans les secteurs d'intérêt communal,
Vu la demande d'acquisition d'un bien établie par Maître Stéphane PEPIN, en application des articles L.213.2 et R.213.5 du code de l'urbanisme, reçue le 9 juillet 2024 en mairie du Blanc-Mesnil et enregistrée sous le numéro 24C0253, informant le titulaire du droit de préemption urbain de l'intention de la société par action simplifiée représentée par J.P.R. INVEST de céder son bien situé au Blanc-Mesnil, 104 et 108 avenue du 8 mai 1945, cadastré au Blanc-Mesnil, section BH n°497 et BH n°498 sans occupant, moyennant le prix de deux cent soixante-neuf mille cinq cents euros hors taxe (269 500 € HT), auquel s'ajoute la TVA de 53 900 € ainsi qu'une commission de dix mille deux cents euros toutes taxes comprises (10 200 € TTC) à la charge de l'acquéreur,

Considérant qu'au titre de l'article L.213-3 du code de l'urbanisme, le droit de préemption urbain peut être délégué à la commune du Blanc-Mesnil.

Considérant que le bien faisant l'objet de la déclaration d'intention d'aliéner susmentionnée est situé dans le périmètre d'étude du secteur de la Morée - centre d'affaires Paris-Nord approuvé par délibération du conseil de territoire de l'EPT Paris Terres d'Envol du 1^{er} mars 2021.

Considérant en conséquence qu'il convient de déléguer à la commune du Blanc-Mesnil l'exercice du droit de préemption urbain pour le bien faisant l'objet de la déclaration d'intention d'aliéner susmentionnée.

DÉCIDE

Article 1 **De déléguer** à la commune du Blanc-Mesnil l'exercice du droit de préemption urbain pour le bien situé au Blanc-Mesnil, 104-108 avenue du 8 mai 1945, cadastré au Blanc-Mesnil, section BH n°497 et BH n°498, tel que décrit dans la demande d'acquisition d'un bien susmentionnée, ainsi que de l'ensemble de la procédure incluant notamment la saisine de la Direction générale des finances publiques, la demande de visite ou de pièces complémentaires entraînant une interruption des délais.

Article 2 **De préciser** qu'une ampliation de la présente décision sera adressée à :
- Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis dans le cadre de l'exercice du contrôle de légalité,
- Monsieur le Maire de la commune du Blanc-Mesnil,
La présente décision sera affichée au siège de l'établissement public territorial Paris Terres d'Envol et sera également transmise aux communes membres pour affichage dans le mois.

Article 3 **D'informer** le délégataire qu'il est tenu de transmettre à la commune du Blanc-Mesnil les éléments d'information relatifs à la préemption pour la tenue du registre des préemptions conformément à l'article L.213-13 du code de l'urbanisme.

Article 4 **De rappeler** que la présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de son affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site Internet www.telerecours.fr

Pour extrait conforme



Le Président
Bruno BESCHIZZA

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20240719-29-19-07-2024-AU
Date de télétransmission : 24/07/2024
Date de réception préfecture : 24/07/2024